

La guerre et la IV^e Internationale

Léon Trotsky

(10 juin 1934)

La catastrophique crise commerciale, industrielle, agraire et financière, la rupture des liens économiques, le déclin des forces productives de l'humanité, l'insupportable aggravation des contradictions de classe et des contradictions nationales marquent le crépuscule du capitalisme et confirment pleinement la caractérisation par Lénine de notre époque comme *celle des guerres et des révolutions*.

La guerre de 1914-1918 a officiellement inauguré une nouvelle époque. Jusqu'à maintenant, les événements politiques les plus importants ont été la conquête du pouvoir par le prolétariat russe en 1917 et l'écrasement du prolétariat allemand en 1933. Les terribles souffrances de tous les peuples dans toutes les parties du monde, et même les dangers plus terribles encore que demain leur réserve, proviennent de ce que la révolution de 1917 ne s'est pas victorieusement développée à l'échelle européenne et mondiale.

A l'intérieur de chaque pays, l'impasse historique du capitalisme s'exprime dans le chômage chronique, la baisse du niveau de vie des ouvriers, la ruine de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie, la décomposition et le déclin de l'Etat parlementaire, dans l'empoisonnement monstrueux du peuple par une démagogie «sociale» et «nationale» face à la liquidation dans la réalité des réformes sociales, la mise à l'écart et le remplacement des vieux partis dirigeants par un appareil militaro-policié nu (le *bonapartisme* du déclin capitaliste), dans les progrès du fascisme, son arrivée au pouvoir et l'écrasement de toutes les organisations prolétariennes sous sa botte.

Sur l'arène mondiale, les mêmes processus sont en train de nettoyer les derniers restes de stabilité dans les relations internationales, plaçant sur la lame du couteau tous les conflits entre Etats, exposant la futilité des tendances pacifistes, déclenchant la croissance des armements à un niveau technique supérieur et conduisant ainsi à une nouvelle guerre impérialiste dont le fascisme est l'artificier et l'organisateur le plus consistant.

De l'autre côté, le fait qu'apparaisse la nature profondément réactionnaire, putréfiée et pillarde du capitalisme moderne, la destruction de la démocratie, du réformisme et du pacifisme, le besoin ardent et brûlant pour le prolétariat d'échapper au désastre imminent mettent à l'ordre du jour la révolution internationale avec une force renouvelée. Seul le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat insurgé peut sauver l'humanité d'un nouveau massacre dévastateur des peuples.

Les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale

1. Les mêmes causes, inséparables du capitalisme moderne, qui ont provoqué la dernière guerre impérialiste, ont maintenant atteint un degré de tension infiniment supérieur à ce qu'elles étaient en 1914. La crainte des conséquences d'une nouvelle guerre est l'unique facteur qui entrave la volonté des impérialistes. Mais l'efficacité de ce frein a des limites. Le poids des contradictions internes pousse un pays après l'autre dans la voie du fascisme, lequel, à son tour, ne peut se maintenir au pouvoir qu'en préparant des explosions internationales. Tous les gouvernements ont peur de la guerre. Mais aucun n'est libre de son choix. Sans une révolution prolétarienne, une nouvelle guerre mondiale est inévitable.

2. L'Europe, champ de bataille de la plus grande des guerres, poursuit sans arrêt son déclin, où la poussent tant vainqueurs que vaincus. La S.D.N., qui, selon son programme officiel, devait «organiser la paix», et qui était en réalité conçue pour perpétuer le système de Versailles, neutraliser l'hégémonie des Etats-Unis et constituer un bastion contre l'Orient rouge, n'a pu surmonter le choc des contradictions impérialistes. Seuls les plus cyniques des social-patriotes --les Henderson, Vandervelde, Jouhaux¹ et autres-- s'efforcent encore de lier à la S.D.N. les perspectives de désarmement et le pacifisme. En réalité, la S.D.N. est devenue une pièce secondaire sur l'échiquier des combinaisons impérialistes. L'essentiel du travail diplomatique, réalisé maintenant dans le dos de Genève², consiste en la recherche d'alliances militaires, c'est-à-dire la préparation fiévreuse d'un nouveau massacre. Parallèlement, les armements augmentent, un mouvement auquel l'Allemagne fasciste a donné une impulsion nouvelle, gigantesque³.

3. L'effondrement de la S.D.N. est indissolublement lié au début de celui de l'hégémonie française sur le continent européen. La puissance démographique et économique de la France s'est révélée, comme on pouvait s'y attendre, trop étroite comme base du système de Versailles. L'impérialisme français, armé jusqu'aux dents, et n'ayant un caractère défensif en apparence que dans la mesure où il est contraint de défendre par des accords légitimés les fruits de ses vols et de ses pillages, demeure essentiellement l'un des facteurs les plus importants d'une nouvelle guerre.

Sous le poids de contradictions insurmontables et des conséquences de sa défaite, le capitalisme *allemand* a été obligé de déchirer le corset du pacifisme démocratique, et il constitue maintenant la principale menace pour le système de Versailles. Les combinaisons entre Etats, sur le continent européen, suivent encore pour l'essentiel la ligne entre vainqueurs et vaincus. L'*Italie*

¹ Arthur Henderson (1863-1935) avait été le premier secrétaire du Labour Party, dont il avait dirigé après la guerre la réorganisation. Primitivement libéral, il s'était affilié, pour devenir membre du Labour Party, à la très modérée «Société fabienne». Il était le chef de l'aile droite de son parti. Emile Vandervelde (1866-1938), alors président de la II^e Internationale et chef du parti ouvrier belge, avait été plusieurs fois ministre, et d'abord en 1914, dans des gouvernements d'union nationale. Léon Jouhaux (1879-1954), ancien syndicaliste révolutionnaire, secrétaire général de la C.G.T. française en 1914, s'était rallié à l'union sacrée au premier jour de la guerre. Après cette dernière, il avait riposté par la scission à la montée des révolutionnaires dans son organisation.

² «Genève» désigne ici la Société des nations (S.D.N.) qui avait son siège dans cette ville suisse.

³ Le 14 octobre 1933, en annonçant le retrait de l'Allemagne de la S.D.N., Hitler avait proposé dans un grand discours une limitation des armements, tout en annonçant qu'au cas où un accord ne serait pas conclu l'Allemagne porterait de 100 000 à 300 000 les effectifs de son armée et créerait une force aérienne. Depuis, les informations s'accumulaient sur le réarmement allemand.

tient la place d'un intermédiaire traître, prêt à vendre son amitié au plus fort, au moment décisif, comme elle l'a fait pendant la dernière guerre. L'Angleterre essaie de préserver son «indépendance» --qui n'est plus que l'ombre de son «splendide isolement» d'autrefois-- dans l'espoir d'utiliser les antagonismes en Europe et les contradictions entre Europe et Amérique, les conflits qui s'annoncent en Extrême-Orient. Mais l'Angleterre dominatrice a moins de succès encore dans ses desseins. Terrifiée par la désintégration de son empire, par le mouvement révolutionnaire en Inde, l'instabilité de ses positions en Chine, la bourgeoisie britannique dissimule derrière la révoltante hypocrisie de MacDonald⁴ et Henderson sa politique cupide et lâche d'attentisme et de manœuvres qui constitue à son tour l'une des principales sources de l'instabilité générale d'aujourd'hui et des catastrophes de demain.

4. La guerre et l'après-guerre ont profondément modifié la situation intérieure et internationale des *Etats-Unis*. La gigantesque supériorité économique des Etats-Unis sur l'Europe, et par conséquent sur le monde, a permis à la bourgeoisie des Etats-Unis d'apparaître pendant le premier après-guerre comme un «conciliateur» impartial, défenseur de la «liberté des mers» et de la «porte ouverte». La crise de l'industrie et des affaires a cependant révélé avec une force terrifiante les perturbations de l'ancien équilibre mondial qui avait trouvé un soutien suffisant dans son marché intérieur. Cette voie est complètement épuisée.

Bien entendu, la supériorité économique des Etats-Unis n'a pas disparu ; au contraire, elle a même grandi potentiellement du fait de la désintégration accentuée de l'Europe. Mais les vieilles formes par lesquelles se manifestait sa supériorité --technique industrielle, balance commerciale, stabilité du dollar, endettement de l'Europe-- ont perdu leur actualité ; son avance technique n'est plus utilisée, sa balance commerciale est défavorable, le dollar baisse, les dettes ne sont pas payées. La supériorité des Etats-Unis doit s'exprimer dans des formes nouvelles dont la voie ne peut être ouverte que par la guerre.

Le mot d'ordre de la «porte ouverte» en Chine se révèle impuissant face à quelques divisions japonaises. Washington mène sa politique en Extrême-Orient de façon à pouvoir provoquer au moment le plus propice un conflit armé entre l'U.R.S.S. et le Japon, afin d'affaiblir l'un et l'autre et d'élaborer son plan stratégique ultérieur en fonction de l'issue de cette guerre. Tout en poursuivant par inertie la discussion sur la libération des Philippines⁵, les impérialistes américains sont en réalité en train de se préparer une base militaire en *Chine* afin de pouvoir à l'étape suivante, dans le cas d'un conflit avec la Grande-Bretagne, poser la question de la «libération» de *l'Inde*. Le capitalisme des Etats-Unis se heurte aux mêmes problèmes qui ont poussé l'Allemagne en 1914 sur le chemin de la guerre. Le monde est partagé ? Il faut refaire le partage. Pour l'Allemagne, il s'agit d'«organiser» l'Europe. Les Etats-Unis doivent «organiser» le monde. L'histoire est en train de confronter l'humanité à l'éruption volcanique de l'impérialisme américain.

5. Le capitalisme tardif du *Japon*, nourri des sucres de l'arriération, de la pauvreté et de la barbarie, est conduit par des ulcères et des abcès internes insupportables sur la voie du pillage et de la piraterie continuelle. L'absence de base industrielle propre et l'extrême précarité de tout son système social font du capitalisme japonais le plus agressif et le plus débridé. L'avenir montrera cependant que, derrière cette agressivité cupide, il n'y a que peu de force réelle. Le Japon peut être le dernier à donner le signal de la guerre ; mais, de ce Japon féodal, déchiré par toutes les contradictions qui étreignaient la Russie tsariste, peut monter, plus tôt qu'ailleurs, l'appel de la révolution.

6. Il serait cependant trop aventureux de prédire avec précision quand et où sera tiré le premier coup. Sous l'influence du traité soviéto-américain⁶ et de ses propres difficultés internes, le Japon peut battre en retraite pour un temps. Mais les mêmes circonstances peuvent au contraire obliger la camarilla japonaise à se hâter de frapper quand il est temps encore. Le gouvernement français se résoudra-t-il à une guerre «préventive» et cette guerre ne se transformera-t-elle pas, avec l'aide de l'Italie, en mêlée générale ? Ou, au contraire, tout en gagnant du temps et en manœuvrant, la France, sous la pression de l'Angleterre, ne s'engagera-t-elle pas dans un accord avec Hitler, lui ouvrant la route d'une attaque à l'Est ?

La péninsule des Balkans ne sera-t-elle pas une fois de plus l'instigatrice de la guerre ? Ou bien l'initiative en sera-t-elle prise cette fois par les pays danubiens ? La multitude des facteurs et l'enchevêtrement des forces en conflit empêchent de faire un pronostic concret. Mais la tendance générale est claire : la période d'après-guerre a simplement été transformée en intervalle entre deux guerres, un intervalle qui s'évanouit sous nos yeux. Le capitalisme planifié corporatif ou d'Etat qui va la main dans la main avec l'Etat autoritaire, bonapartiste ou fasciste, demeure une utopie et un mensonge dans la mesure où il s'assigne officiellement la tâche d'une économie nationale harmonieuse sur la base de la propriété privée. Mais il est une réalité menaçante dans la mesure où il concentre toutes les forces économiques de la nation pour la préparation d'une nouvelle guerre. Le travail avance aujourd'hui à toute vitesse. Une nouvelle guerre mondiale frappe à la porte. Elle sera plus cruelle et plus destructrice que la précédente. *Ce fait même fait de l'attitude vis-à-vis de la guerre qui vient la question clé de la politique prolétarienne.*

L'U.R.S.S. et la guerre impérialiste

7. A une échelle historique, l'antagonisme entre l'impérialisme mondial et l'Union soviétique est infiniment plus profond que les antagonismes qui opposent les uns aux autres les pays capitalistes. Mais la contradiction de classe entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes a une acuité qui varie en fonction de l'évolution de l'Etat ouvrier et des changements de la situation mondiale.

Le développement monstrueux de la bureaucratie soviétique et les difficiles conditions d'existence des masses travailleuses ont terriblement dégradé le pouvoir d'attraction de l'U.R.S.S. vis-à-vis de la classe ouvrière mondiale. Les lourdes défaites de l'I.C. et de la politique extérieure nationale pacifiste du gouvernement soviétique n'ont pu, à leur tour, que diminuer les appréhensions de la bourgeoisie mondiale. Finalement, la nouvelle aggravation des contradictions internes du monde capitaliste oblige les gouvernements d'Europe et d'Amérique à aborder l'U.R.S.S. à cette étape, non du point de vue de la question principale, capitalisme ou socialisme, mais de celui du rôle conjoncturel de l'Etat soviétique dans la lutte entre les puissances impérialistes.

⁴ James Ramsay MacDonald (1866-1937) avait été l'un des fondateurs de l'I.L.P., puis le principal dirigeant du Labour Party. Pacifiste en 14-18, il avait été à deux reprises premier ministre après la guerre avec le soutien du parti libéral. En 1931, il avait choisi, contre son propre parti, d'appliquer le programme économique des banques et du parti conservateur. Désavoué et exclu, il avait dissous les Communes, et, représentant d'un groupuscule de «socialistes nationaux», dirigeait un gouvernement d'«union nationale» appuyé sur les conservateurs.

⁵ Les pourparlers traînaient en longueur, mais allaient quelques semaines plus tard aboutir à la création du «Commonwealth des Philippines».

⁶ Il s'agit de l'accord du 16 novembre 1933 conclu au terme du voyage de Litvinov, commissaire du peuple aux affaires étrangères d'U.R.S.S., à Washington.

Les pactes de non-agression⁷, la reconnaissance de l'U.R.S.S. par le gouvernement de Washington, etc., sont les manifestations de cette situation internationale. Les efforts persistants de Hitler pour légaliser le réarmement allemand en soulignant le « danger à l'Est » ne rencontrent encore aucun écho, surtout de la France et de ses satellites, précisément parce que le danger révolutionnaire que constitue le communisme a perdu son acuité, en dépit de la terrible crise. *Les succès diplomatiques de l'Union soviétique* sont à attribuer, au moins dans une large mesure, à l'extrême affaiblissement de la révolution internationale.

8. Ce serait pourtant une erreur fatale de considérer qu'une intervention armée contre l'Union soviétique est entièrement exclue de l'ordre du jour. Si les relations conjoncturelles sont moins tendues, les contradictions entre les systèmes sociaux subsistent pleinement. Le déclin continu du capitalisme conduira les gouvernements bourgeois à de grandes décisions. Toute guerre importante --quels qu'en soient les motifs initiaux-- posera carrément la question de l'intervention militaire contre l'U.R.S.S., pour infuser du sang frais dans les veines sclérotiques du capitalisme.

L'incontestable et profonde dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique de même que le caractère national-conservateur de sa politique extérieure ne modifient pas la nature sociale de l'Union soviétique en tant que premier Etat ouvrier. Toutes sortes de théories démocratiques, idéalistes, ultra-gauchistes et anarchistes, ignorant le caractère des rapports de propriété soviétiques, socialiste dans ses tendances, niant ou ergotant à propos de la contradiction de classe entre l'U.R.S.S. et les Etats bourgeois, aboutiraient inéluctablement, surtout en cas de guerre, à des illusions politiques contre-révolutionnaires.

La défense de l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, indépendamment des origines et des causes immédiates du conflit, est le devoir élémentaire et impératif de toute organisation ouvrière honnête.

La « défense nationale »

9. *L'Etat national* créé par le capitalisme dans sa lutte contre le régionalisme médiéval est devenu l'arme classique du capitalisme. Mais, à peine né, il devient un frein au développement économique et culturel. La contradiction entre les forces productives et le cadre de l'Etat national, en conjonction avec la contradiction principale --entre les forces productives et la propriété privée des moyens de production--, a fait de la crise du capitalisme celle du système social mondial.

10. Si les frontières des Etats pouvaient être effacées d'un seul coup, les forces productives, même sous le capitalisme, pourraient continuer à s'élever pendant un certain temps --au prix, il est vrai, d'innombrables sacrifices-- à un niveau supérieur. Avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production, les forces productives peuvent, comme le montre l'expérience de l'U.R.S.S., atteindre un niveau plus élevé même dans le cadre d'un seul Etat. Mais seule l'abolition de la propriété privée, avec celle des frontières d'Etat entre nations, peut créer les conditions d'un système économique nouveau, *la société socialiste*.

11. La défense de l'Etat national, d'abord dans l'Europe balkanisée --le berceau de l'Etat national--, est au plein sens du terme une *tâche réactionnaire*. L'Etat national, avec ses frontières, ses passeports, son système monétaire, ses douanes, ses douaniers, est devenu un obstacle terrible au développement économique et culturel de l'humanité. La tâche du prolétariat n'est pas de défendre l'Etat national, mais de le liquider complètement et définitivement.

12. Si l'Etat national actuel représentait un facteur progressiste, il faudrait le défendre indépendamment de sa forme politique, et, bien entendu, sans s'occuper de savoir qui « a commencé » la guerre. Il est absurde d'obscurcir la question de la fonction historique d'un Etat national par celle de la « culpabilité » d'un gouvernement donné. Doit-on refuser de sauver une maison d'habitation parce que le feu y a pris du fait de l'insouciance, voire de la malveillance de son propriétaire ? Mais il s'agit précisément ici d'une maison donnée, construite *non pour la vie, mais pour la mort*. Pour que les peuples puissent vivre, il faut raser jusqu'à ses fondations la structure de l'Etat national.

13. Un « socialiste » qui prêche la défense nationale est un petit-bourgeois réactionnaire au service du capitalisme en déclin. Ne pas se lier en temps de guerre à l'Etat national, suivre la carte, non de la guerre, mais de la lutte des classes, n'est possible que pour un parti qui a déjà déclaré une guerre inexpiable à l'Etat national en temps de paix. C'est seulement en réalisant pleinement le rôle objectivement réactionnaire de l'Etat impérialiste que l'avant-garde prolétarienne s'immunise contre toutes les sortes de social-patriotisme. Cela signifie qu'une rupture réelle avec l'idéologie et la politique de « défense nationale » n'est possible que du point de vue de la *révolution prolétarienne internationale*.

La question nationale et la guerre impérialiste

14. La classe ouvrière n'est pas indifférente à sa nation. Au contraire, c'est parce que l'histoire place entre ses mains le destin de la nation que la classe ouvrière refuse de confier à l'impérialisme la tâche de la liberté et de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme, lequel ne « sauve » la nation que pour la soumettre le lendemain à de nouveaux dangers pour les intérêts d'une minorité insignifiante d'exploiteurs.

15. Ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national. Les frontières de l'Europe de Versailles sont taillées dans la chair des nations. L'idée de retailler l'Europe capitaliste pour faire coïncider les limites des Etats avec celles des nations est la plus pure des utopies. Aucun gouvernement ne cédera un pouce de son territoire face à des moyens pacifiques. Une nouvelle guerre taillerait de nouveau l'Europe conformément à la carte de la guerre, et non aux limites des nations. La tâche d'autodétermination nationale complète et de coopération pacifique de tous les peuples d'Europe ne peut être résolue que sur la base de l'unification économique de l'Europe, débarrassée de la tutelle de la bourgeoisie. Le mot d'ordre des *Etats-Unis d'Europe* n'est pas seulement celui du salut des peuples balkaniques et danubiens, mais aussi de celui des peuples allemand et français.

16. Une place particulièrement importante revient à la question des *pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient* qui combattent pour un Etat national indépendant. Leur lutte est incontestablement progressiste : arrachant les peuples arriérés à l'asiatisme, au régionalisme, à la soumission à l'étranger, ils portent des coups sévères aux Etats impérialistes. Mais il faut avant tout comprendre clairement que les révolutions tardives d'Asie et d'Afrique sont incapables d'ouvrir une nouvelle étape de renaissance de l'Etat national. La libération des colonies sera simplement un épisode gigantesque de la révolution socialiste mondiale, exactement

⁷ L'U.R.S.S. avait signé le 2 septembre 1933 un traité de non-agression avec l'Italie, et en 1932 avec la Pologne.

comme le soulèvement démocratique tardif en Russie --qui était elle aussi un pays semi-colonial-- ne constitua que la préface de la révolution socialiste.

17. En *Amérique du Sud*, où un capitalisme tardif et déjà décadent connaît les conditions d'une existence semi-féodale, c'est-à-dire semi-servile, les antagonismes mondiaux créent une lutte aiguë entre cliques compradores, des soulèvements continuels à l'intérieur des Etats, et des conflits armés entre Etats. La bourgeoisie américaine, qui a été capable, pendant sa montée historique, d'unir en une seule fédération la moitié nord du continent américain, utilise maintenant toute la puissance qu'elle en a retirée pour diviser, affaiblir, réduire en esclavage la moitié sud. L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ne pourront s'arracher à l'arriération et à l'esclavage qu'en unissant leurs Etats dans une fédération puissante. Mais ce n'est pas la tardive bourgeoisie sud-américaine, agence vénale de l'impérialisme étranger, qui sera appelée à résoudre cette tâche, mais le jeune prolétariat sud-américain, dirigeant choisi par les masses opprimées. Le mot d'ordre, dans la lutte contre la violence et les intrigues de l'impérialisme mondial et contre la sanglante besogne des cliques indigènes compradores, est donc : *Etats-Unis soviétiques d'Amérique centrale et du Sud*.

Le problème national se confond partout avec le problème social. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat mondial peut assurer une liberté de développement réelle et durable à toutes les nations de notre planète.

La défense de la démocratie

18. Le mensonge de la défense nationale se couvre, dans tous les cas où c'est possible, du mensonge complémentaire de *la défense de la démocratie*. Si les marxistes, même maintenant, à l'époque de l'impérialisme, n'identifient pas la démocratie au fascisme et sont prêts, à n'importe quel moment, à opposer une résistance au fascisme qui attaque la démocratie, le prolétariat ne doit-il pas, en temps de guerre également, soutenir les gouvernements démocratiques contre les gouvernements fascistes ?

Sophisme grossier ! Nous *défendons la démocratie contre le fascisme au moyen des organisations et par les méthodes du prolétariat*. Contrairement à la social-démocratie, nous ne donnons pas mandat pour cette défense à l'Etat de la bourgeoisie («Staat, greif zu !»). Mais si nous demeurons irréductiblement opposés au gouvernement le plus démocratique en temps de paix, pouvons-nous prendre sur nous, ne fût-ce qu'une ombre de responsabilité pour lui, en temps de guerre, quand toutes les abjections et tous les crimes du capitalisme revêtent la forme la plus brutale et la plus sanglante ?

19. Une guerre moderne entre de grandes puissances signifie non pas un conflit entre démocratie et fascisme, mais une lutte entre deux impérialismes pour un nouveau partage du monde. En outre, la guerre doit inévitablement revêtir un caractère international, et l'on trouvera dans l'un et l'autre camp aussi bien des Etats fascistes (semi-fascistes, bonapartistes, etc.) que des Etats «démocratiques». La forme républicaine de l'impérialisme français ne l'empêchait pas en temps de paix de s'appuyer sur la dictature militaro-bourgeoise en Pologne, en Yougoslavie et en Roumanie, et elle ne l'empêchera pas en cas de besoin de restaurer la monarchie austro-hongroise pour en faire une barrière contre la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Enfin, en France même, la démocratie parlementaire, déjà passablement affaiblie aujourd'hui, serait sans doute l'une des premières victimes de la guerre, si elle n'était renversée avant.

20. La bourgeoisie de plusieurs pays civilisés a déjà montré et continue de montrer qu'en cas de danger intérieur elle remplacera sans hésiter la forme parlementaire de sa domination par la forme autoritaire, dictatoriale, bonapartiste ou fasciste. Elle réalisera un tel changement d'autant plus vite et d'autant plus résolument pendant la guerre, quand ses intérêts fondamentaux de classe seront dix fois plus menacés par les dangers extérieurs et intérieurs. Dans ces conditions, le soutien par le parti ouvrier de «son» impérialisme national pour sa fragile coque démocratique signifierait *le renoncement à une politique indépendante et la démoralisation chauvine des ouvriers*, c'est-à-dire la destruction de la seule force capable de sauver l'humanité de la guerre.

21. «La lutte pour la démocratie» en temps de guerre signifiera avant tout la lutte pour la sauvegarde de la presse et des organisations ouvrières contre les déchaînements de la censure et des autorités militaires. Sur le terrain de ces tâches, l'avant-garde révolutionnaire recherchera le front unique avec les autres organisations ouvrières --*contre son propre gouvernement démocratique*-- mais en aucun cas ne recherchera l'union avec son gouvernement contre le pays ennemi.

22. Une guerre impérialiste se situe au-dessus de la question de la forme du pouvoir étatique du capital. Elle pose devant toute bourgeoisie nationale la question du sort du capitalisme national et devant les bourgeoisies de tous les pays la question du sort du capitalisme en général. C'est seulement ainsi que le prolétariat doit lui aussi poser la question : *capitalisme ou socialisme*, triomphe de l'un des camps impérialistes ou révolution prolétarienne ?

La défense des petits Etats neutres

23. Le concept de défense nationale, surtout quand il coïncide avec l'idée de la défense de la démocratie, peut très facilement abuser des ouvriers des pays petits et neutres --Suisse, partiellement Belgique ou pays scandinaves-- lesquels, étant incapables de s'engager dans une politique indépendante de conquêtes, ont placé la défense de leurs frontières nationales à la hauteur d'un dogme absolu. Mais, précisément, l'exemple de la Belgique nous montre comment la neutralité formelle est remplacée par un système de pactes impérialistes, et comment, inévitablement, la guerre de «défense nationale» mène à une paix annexionniste. Le caractère de la guerre n'est pas déterminé par l'épisode initial pris en lui-même («violation de la neutralité», «invasion», etc.) mais par les forces motrices de la guerre, son développement et les conséquences qu'il entraîne finalement.

24. On peut accepter sans discussion l'idée que la bourgeoisie suisse ne prendra pas l'initiative d'une guerre. En ce sens, elle a formellement plus de droit qu'une autre bourgeoisie à parler de sa *position défensive*. Mais, à partir du moment où la Suisse peut se trouver engagée dans une guerre par le cours des événements, elle entrera dans le conflit des puissances mondiales à la poursuite de buts également impérialistes. Si sa neutralité était violée, la bourgeoisie suisse s'allierait au plus fort des deux qui l'attaqueraient sans se préoccuper de savoir qui aurait la plus grande responsabilité dans la violation de sa neutralité, ni dans lequel des deux camps il y aurait le plus de «démocratie». Ainsi, pendant la dernière guerre, la Belgique, alliée du tsarisme, n'a pas le moins du monde quitté le camp des Alliés quand, au cours de la guerre, ces derniers ont jugé bon de violer la neutralité de la Grèce.

Seul un triste petit-bourgeois sans espoir, sorti d'un misérable village suisse comme Robert Grimm⁸, peut sérieusement penser que la guerre mondiale dans laquelle il est entraîné se mène pour la défense de l'indépendance de la Suisse. De même que la dernière guerre a balayé la neutralité de la Belgique, de même la nouvelle ne laissera pas trace de l'indépendance suisse. Qu'après la guerre, la Suisse retrouve son unité d'Etat, même son indépendance, ou qu'elle soit divisée entre la France, l'Allemagne et l'Italie, dépend de facteurs européens et mondiaux parmi lesquels la «défense nationale» de la Suisse sera secondaire.

Nous voyons donc que, pour la Suisse également, laquelle n'a pas de colonies, et où l'idée de défense nationale apparaît sous sa forme la plus pure, les lois de l'impérialisme ne souffrent pas d'exception. A l'exigence de la bourgeoisie suisse, «Ralliez la politique de défense nationale», le prolétariat suisse doit répliquer par une politique de *défense de classe* qui lui permette de passer ensuite à l'offensive révolutionnaire.

La IIe Internationale et la guerre

25. L'exigence de la *défense nationale* découle du dogme selon lequel la solidarité nationale serait au-dessus de la lutte des classes. En fait, aucune classe possédante n'a jamais reconnu la défense de la patrie en tant que telle, c'est-à-dire dans toutes les conditions : elle a seulement couvert par cette formule la défense de sa propre situation privilégiée dans cette patrie. Les classes dominantes qui ont été renversées sont toujours devenues «défaitistes», c'est-à-dire qu'elles ont toujours été prêtes à restaurer leurs privilèges à l'aide des armes étrangères⁹.

Les classes opprimées qui n'ont pas conscience de leurs intérêts et ont l'habitude des sacrifices, prennent le mot d'ordre de «défense nationale» pour argent comptant, c'est-à-dire comme un devoir absolu, au-dessus des classes. Le crime historique majeur des partis de la IIe Internationale est de nourrir et de renforcer *les habitudes serviles et les traditions d'opprimés*, neutralisant leur indignation révolutionnaire et faussant la conscience de classe par des idées patriotiques.

Si le prolétariat européen n'a pas renversé la bourgeoisie à la fin de la grande guerre, si l'humanité se débat aujourd'hui dans les tourments de la crise, si une nouvelle guerre menace de faire de villes et villages des monceaux de ruines, la responsabilité principale de ces crimes et de ces désastres incombe à la IIe Internationale.

26. La politique du social-patriotisme fait que les masses sont *désarmées devant le fascisme*. Si, en temps de guerre, il faut rejeter la lutte de classes au nom des intérêts de la nation, alors il faut aussi abjurer le «marxisme» en temps de crise économique grave, qui ne menace pas moins la nation que ne le fait la guerre. Rosa Luxemburg¹⁰ a épuisé cette question en avril 1915 lorsqu'elle écrivit : «Ou bien la lutte de classes est également l'impérieuse loi de l'existence du prolétariat en temps de guerre [...] ou bien elle est, en temps de paix, un crime contre les intérêts nationaux et la sécurité de la patrie.» L'idée des «intérêts nationaux» et de la «sécurité de la patrie», le fascisme en fait des fers pour enchaîner pieds et poings le prolétariat.

27. La *social-démocratie allemande* a soutenu la politique extérieure de Hitler, jusqu'à ce que Hitler la chasse. Le remplacement définitif de la démocratie par le fascisme a montré que la social-démocratie ne demeure patriote que tant que le régime politique lui assure profits et privilèges. Dans l'émigration, les anciens patriotes des Hohenzollern¹¹ retournent leur veste d'un seul coup et sont prêts à saluer une guerre préventive de la bourgeoisie française contre Hitler. La IIe Internationale a amnistié sans la moindre difficulté Wels et Cie¹², qui, dès demain, si la bourgeoisie allemande leur fait signe, redeviendront des patriotes ardents.

28. Les *socialistes français, belges, etc.*, ont répondu aux événements d'Allemagne par une alliance ouverte avec leur propre bourgeoisie sur la question de la «défense nationale». La social-démocratie française et les syndicats réformistes parlent dans leurs congrès de l'inhumanité des guerres *en général*, entendant par là surtout une guerre de revanche de la part de l'Allemagne.

Les partis qui soutiennent les brutalités du brigandage colonial, où il s'agit seulement d'arracher de nouveaux profits, soutiendront les yeux fermés tout gouvernement national dans une grande guerre où il s'agira du sort de la république bourgeoise elle-même.

29. L'incompatibilité de la politique social-démocrate avec les intérêts historiques du prolétariat est incomparablement plus profonde et plus aiguë aujourd'hui qu'à la veille de la guerre impérialiste. La lutte contre les préjugés patriotiques des masses signifie avant tout une *lutte sans merci contre la IIe Internationale* en tant qu'organisation, programme, drapeau.

Le centrisme et la guerre

30. La première guerre impérialiste avait complètement dissous la IIe Internationale en tant que parti révolutionnaire, et créé ainsi la nécessité, comme la possibilité, de fonder la IIIe Internationale. Mais la «révolution» républicaine en Allemagne et en

⁸ Robert Grimm (1881-1958), dirigeant du P.S. suisse, pacifiste-centriste pendant la guerre, avait été l'un des animateurs de l'U.P.S. (Internationale 2 1/2) avant de revenir en 1923 avec son parti à la IIe internationale.

⁹ L'exemple le plus classique du «défaitisme» des classes dirigeantes expropriées est évidemment celui des nobles français émigrés qui tentèrent pendant la révolution et l'Empire de revenir en France «dans les fourgons de l'ennemi». Mais on est également frappé du nombre de Russes blancs qui devaient combattre, à partir de 1941, dans les rangs des unités «russes» de l'armée allemande --parmi eux le général Turkul qui avait entrepris au début des années trente d'assassiner Trotsky.

¹⁰ Rosa Luxembourg (1871-1919), née en Pologne, avait milité dans son pays, puis en Suisse et enfin en Allemagne où elle était le chef de file de la gauche du parti social-démocrate allemand. Dès août 1914, elle tenta d'organiser la résistance à la politique d'union sacrée. Le texte cité est extrait de son article sur «La reconstruction de l'Internationale» paru dans le numéro 1 de la revue *Die Internationale* en mars 1915.

¹¹ La dynastie des Hohenzollern régna d'abord sur la Prusse, puis sur l'Empire allemand à partir de 1871, jusqu'à l'abdication de Guillaume II en novembre 1918. Les social-démocrates allemands avaient préconisé et pratiqué l'union sacrée pour la défense de l'Empire des Hohenzollern depuis 1914.

¹² Otto Wels (1873-1939) avait été l'un des chefs de file de l'aile social-chauvine du parti social-démocrate allemand, puis son «homme fort» contre la révolution de 1918-19 à Berlin. Les socialistes français et belges l'avaient pour ainsi dire «amnistié» de ses attaques contre la Belgique et la France lorsqu'ils s'étaient prononcés après la guerre pour le rétablissement de la IIe Internationale.

Autriche-Hongrie¹³, la démocratisation du droit de vote dans nombre de pays, les concessions de la bourgeoisie européenne, effrayée, dans le domaine de la législation sociale au cours des premières années de l'après-guerre --tout cela, en conjonction avec la désastreuse politique des épigones du léninisme, a donné à la IIe Internationale un répit considérable, non plus en tant que parti révolutionnaire, mais en tant que parti ouvrier conservateur-libéral de réformes pacifiques. Très vite, cependant --et finalement avec l'explosion de la dernière crise--, toutes les possibilités dans la voie des réformes se révélèrent épuisées. La bourgeoisie passait à la contre-attaque. Traîtreusement, la social-démocratie abandonnait un acquis après l'autre. Toutes les sortes de réformisme --socialisme municipal, parlementaire, syndical, coopératif-- ont subi dans les dernières années faillites et catastrophes irréparables. Le résultat est que la préparation d'une nouvelle guerre trouve la IIe Internationale la nuque brisée. Les partis social-démocrates traversent un intense processus de décoloration. Le réformisme consistant revêt des couleurs nouvelles : il se tait ou il fait scission. A sa place, *différentes nuances de centrisme*, sous la forme de nombreuses fractions dans les vieux partis, ou d'organisations indépendantes.

31. Sur la question de la défense de la patrie, *les réformistes masqués et les centristes de droite* (Léon Blum, H. De Man, Robert Grimm, Martin Tranmael, Otto Bauer¹⁴ et autres) ont de plus en plus recours aux formules diplomatiques confuses et conditionnelles, calculées en même temps pour apaiser la bourgeoisie et duper les travailleurs. Ils proposent des «plans» économiques et une série de revendications sociales, promettant de défendre la patrie contre le «fascisme» étranger, dans la mesure où la bourgeoisie nationale soutiendra leur programme. Leur objectif, en posant ainsi la question, est d'obscurcir la question du caractère de classe de l'Etat en esquivant le problème de la conquête du pouvoir, et, sous le couvert d'un plan «socialiste», d'entraîner le prolétariat dans la défense de la patrie capitaliste.

32. *Les centristes de gauche*, qui se caractérisent à leur tour par leurs nombreuses nuances (S.A.P. d'Allemagne, O.S.P. de Hollande, I.L.P. d'Angleterre, les groupes Zyromski, Pivert¹⁵ et autres en France), en arrivent en paroles à refuser la défense nationale. Mais ils ne tirent pas les conclusions pratiques de ce refus. La plus grande partie de leur internationalisme, sinon ses neuf dixièmes, garde un caractère platonique. Ils ont peur de rompre avec les centristes de droite ; au nom de la lutte contre le «sectarisme», ils luttent contre le marxisme, refusent de combattre pour une Internationale révolutionnaire et restent dans la IIe, à la tête de laquelle se trouve le laquais du roi, Vandervelde. Expriment à certains moments la poussée à gauche des masses, les centristes, en dernière analyse, freinent le regroupement révolutionnaire à l'intérieur du prolétariat et freinent par conséquent la lutte contre la guerre.

33. Par son essence même, le centrisme signifie absence d'enthousiasme et hésitation. Mais, moins que tout autre, le problème de la guerre est favorable à une *politique d'hésitations*. Pour les masses, le centrisme n'est toujours qu'une étape transitoire. Le danger croissant de guerre ne fera qu'accentuer la différenciation au sein des groupes centristes qui dominent aujourd'hui le mouvement ouvrier. L'avant-garde prolétarienne sera d'autant mieux armée pour la lutte contre la guerre qu'elle se sera plus tôt et plus complètement libérée de la toile d'araignée du centrisme. Il est absolument nécessaire, pour l'emporter dans cette voie, de poser clairement et sans concession toutes les questions liées à la guerre.

La diplomatie soviétique et la révolution internationale

34. Après la conquête du pouvoir, le prolétariat lui-même passe sur la position de la «défense de la patrie». Mais, à partir de là, cette formule prend un contenu entièrement nouveau. L'Etat ouvrier isolé n'est pas une entité qui se suffit à elle-même, mais seulement un *terrain d'exercice pour la révolution mondiale*. En défendant l'U.R.S.S., le prolétariat ne défend pas des frontières nationales, mais une dictature socialiste temporairement bornée par des frontières nationales. C'est seulement la compréhension profonde que la révolution prolétarienne ne peut être achevée à l'intérieur d'un cadre national, que, sans la victoire du prolétariat dans les pays avancés, tous les succès de la construction socialiste en U.R.S.S. sont voués à l'échec, qu'en dehors de la révolution internationale il n'est de salut pour aucun pays au monde, que la société socialiste ne peut être construite que sur la base d'une coopération internationale --ce sont seulement des convictions solidement ancrées dans le sang et la moelle qui peuvent créer une base sûre pour une politique prolétarienne révolutionnaire en cas de guerre.

35. La politique étrangère des Soviets, découlant de la théorie du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire ignorant en fait les problèmes de la révolution internationale, repose sur une double base : le *désarmement général* et la *condamnation de l'agression*. Que le gouvernement soviétique, à la recherche de garanties diplomatiques, ait dû recourir à une présentation formelle des problèmes de la guerre et de la paix, cela provient des conditions de l'encerclement capitaliste. Mais ces méthodes d'adaptation à l'ennemi, imposées par la faiblesse de la révolution internationale, et, dans une large mesure, par les fautes antérieures du gouvernement soviétique lui-même, ne peuvent en aucune façon être érigées à la hauteur d'un système universel. Mais les actes

¹³ Allusion au fait que la révolution allemande de novembre 1918 avait abouti à la chute de l'empire et à la république dont la Constitution devait être élaborée en 1919 à Weimar ; de même, la révolution de 1918 amena la chute de la dynastie des Habsbourg en Autriche-Hongrie et la naissance d'un certain nombre de républiques nationales.

¹⁴ Trotsky énumère ici des hommes divers mais d'accord sur l'essentiel. Léon Blum (1872-1950) était depuis la scission de Tours le maître à penser du parti socialiste S.F.I.O. et l'éditorialiste du *Populaire*. Hendrik De Man (1885-1953) avait élaboré le «Plan du Travail» qui avait été adopté en décembre 1933 par le congrès du parti ouvrier belge. Martin Tranmael (1879-1967), ancien syndicaliste révolutionnaire, dirigeant du parti ouvrier norvégien (D.N.A.) depuis 1918, l'avait conduit à la IIIe Internationale en 1919 et la lui avait fait quitter en 1923 ; il était en train de préparer son retour à la IIIe Internationale. Otto Bauer (1881-1938) était le dirigeant et principal théoricien du parti social-démocrate autrichien, et symbolisait l'«austro-marxisme».

¹⁵ Le S.A.P., formé en 1931 à la suite d'une scission à gauche dans le parti social-démocrate allemand, était dirigé depuis janvier 1933 par d'anciens communistes de l'opposition de «droite» (brandlérienne), notamment Jakob Walcher. L'O.S.P. s'était formé en 1932 à la suite de la scission de l'aile gauche du parti social-démocrate hollandais, dirigée par J. De Kadt et P.J. Schmidt. Ces deux partis avaient signé en août 1933, avec le R.S.P. et l'Opposition de gauche, la «déclaration des quatre sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale». Mais ils avaient ensuite refusé de s'engager dans la construction de la IVe Internationale et étaient demeurés membres du regroupement international de l'I.A.G. qui dirigeait le «bureau de Londres», et dont faisait également partie l'Independent Labour Party (I.L.P.) britannique. Jean Zyromski et Marceau Pivert étaient les dirigeants de la gauche socialiste qui venait d'apparaître. Jean Zyromski (1890-1975), employé à la préfecture de Paris, était le principal dirigeant de la tendance de gauche *La Bataille socialiste*, et secrétaire de la fédération S.F.I.O. de la Seine. Marceau Pivert (1895-1958), professeur, était l'autre animateur de cette tendance et secrétaire adjoint de la fédération. Ces deux hommes --entre lesquels on ne pouvait encore déceler aucune divergence de taille-- avaient joué un rôle important dans la marche vers l'unité d'action entre P.C. et S.F.I.O. du fait de leurs positions politiques et de leurs fonctions.

et les discours de la diplomatie soviétique, qui ont beaucoup transgressé les limites des compromis pratiques inévitables et admissibles, ont été érigés en base inviolable et sacrée de la politique internationale de la IIIe Internationale, et sont devenus la source des illusions pacifistes et des bévues social-patriotiques les plus flagrantes.

36. Le *désarmement* n'est pas un moyen contre la guerre, puisque --ainsi que l'a montré l'expérience même de l'Allemagne-- le désarmement épisodique n'est qu'une étape sur la route d'un nouveau réarmement. La possibilité d'un réarmement nouveau et très rapide est inhérente à la technique industrielle moderne. Le désarmement «général», même s'il pouvait être réalisé, signifierait seulement le renforcement de la supériorité des pays industriels les plus puissants. Un «désarmement de 50%» n'est pas la voie du désarmement complet, mais celle du réarmement total à 100%. Présenter le désarmement comme «le seul moyen d'empêcher la guerre», c'est égarer les ouvriers au profit d'un front commun avec les pacifistes petits-bourgeois.

37. Nous ne pouvons un seul instant discuter le droit du gouvernement soviétique de définir avec la plus grande précision le terme d'agression dans tout accord avec les impérialistes. Mais, tenter de transformer cette formule conditionnelle légaliste en un régulateur suprême des rapports internationaux, c'est substituer des critères conservateurs aux critères révolutionnaires, réduire la politique internationale du prolétariat à la défense des annexions existantes et des frontières tracées par la force.

38. Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous considérons une guerre révolutionnaire comme un des moyens de la politique prolétarienne au même titre qu'une insurrection. Notre attitude vis-à-vis de la guerre n'est pas déterminée par la formule légaliste de l'«agression», mais par la question de savoir quelle classe fait la guerre, pour quels objectifs. Dans le conflit entre Etats, comme dans la lutte de classes, «défense» et «agression» ne sont que des questions relevant de la pratique, non d'une forme juridique ou éthique. Le seul critère de l'agression fournit une base pour soutenir la politique social-patriotique de MM. Léon Blum, Vandervelde et autres, lesquels, grâce à Versailles, ont la possibilité de défendre un butin impérialiste tout en ayant l'air de défendre la paix.

39. La célèbre formule de Staline : «Nous ne voulons pas un pouce de sol étranger, mais nous n'abandonnerons pas un pouce de nôtre», représente un programme conservateur pour le maintien du *statu quo* en contradiction radicale avec la nature agressive de la révolution prolétarienne. *L'idéologie du socialisme dans un seul pays* conduit inévitablement à embrouiller la question du rôle réactionnaire de l'Etat national, à la conciliation avec lui, à son idéalisation, à la réduction de l'importance de l'internationalisme révolutionnaire.

40. Les dirigeants de la IIIe Internationale justifient la politique de la diplomatie soviétique en expliquant que *l'Etat ouvrier doit utiliser les contradictions à l'intérieur du camp de l'impérialisme*. Cette affirmation, incontestable en elle-même, a cependant besoin d'être concrétisée.

La politique extérieure de toute classe est la continuation et le développement de sa politique intérieure. Si le prolétariat au pouvoir doit discerner et utiliser les contradictions dans le camp de ses ennemis extérieurs, le prolétariat qui lutte pour le pouvoir doit savoir discerner et utiliser les contradictions dans le camp de ses ennemis de l'intérieur. Le fait que la IIIe Internationale se soit révélée absolument incapable de comprendre et d'utiliser les contradictions entre la politique réformiste et le fascisme a directement conduit à la plus grande défaite du prolétariat et l'a confronté au danger d'une nouvelle guerre.

D'un autre côté, les contradictions entre les gouvernements impérialistes ne doivent pas être utilisées d'un autre point de vue que celui de la révolution internationale. La défense de l'U.R.S.S. n'est concevable que si l'avant-garde prolétarienne internationale est indépendante de la politique de la diplomatie soviétique ; que si elle jouit d'une totale liberté de dévoiler ses méthodes nationalistes conservatrices dirigées contre les intérêts de la révolution internationale, et, ainsi, du coup, contre ceux de l'Union soviétique.

L'U.R.S.S. et les combinaisons impérialistes

41. Le gouvernement soviétique est en train de changer d'attitude à l'égard de la S.D.N.¹⁶. La IIIe Internationale, comme d'habitude, répète servilement les mots et les gestes de la diplomatie soviétique. Toutes sortes d'«ultra-gauches» prennent avantage de ce tournant pour reléguer une fois de plus l'Union soviétique parmi les Etats bourgeois. La social-démocratie, en fonction de ses considérations nationales propres, interprète la «réconciliation» de l'U.R.S.S. avec la S.D.N. comme une preuve du caractère bourgeois nationaliste de la politique de Moscou, ou, au contraire, comme la réhabilitation de la S.D.N. et, en général, de toute l'idéologie pacifiste. Dans cette question également, le point de vue marxiste n'a rien de commun avec l'une quelconque de ces appréciations de petits-bourgeois.

Notre attitude de principe vis-à-vis de la S.D.N. ne diffère pas de notre attitude vis-à-vis de chaque Etat impérialiste en particulier, qu'il en soit membre ou non. Les manoeuvres de l'Etat soviétique entre les gouvernements impérialistes antagonistes supposent également une politique de manoeuvres avec la S.D.N. Tant que le Japon et l'Allemagne en étaient membres, elle menaçait de devenir une arène pour un accord aux dépens de l'U.R.S.S. entre les plus importants des brigands impérialistes. Après le départ de la S.D.N. des plus immédiats et pires ennemis de l'Union soviétique, l'Allemagne et le Japon, elle s'est partiellement modifiée, pour devenir un bloc des alliés et vassaux de l'impérialisme français et partiellement un champ de bataille entre la France, l'Angleterre et l'Italie. Telle ou telle combinaison avec la S.D.N. peut être imposée à l'Union soviétique qui navigue entre deux blocs impérialistes qui lui sont par essence également hostiles.

42. Tout en se rendant compte avec réalisme de la situation existante, l'avant-garde prolétarienne doit en même temps mettre au premier plan les considérations suivantes :

a) La nécessité pour l'U.R.S.S., seize ans et plus après la révolution d'Octobre, de rechercher un rapprochement avec la S.D.N. et de le couvrir de formules pacifistes abstraites est le résultat de l'extrême *affaiblissement de la révolution prolétarienne internationale*, et, par là, de la position internationale de l'U. R. S. S.

b) Les formulations pacifistes abstraites de la diplomatie soviétique, les compliments qu'elle adresse à la S.D.N. n'ont rien de commun avec la politique du parti prolétarien international, qui refuse d'endosser leurs responsabilités, et, au contraire, dénonce

¹⁶ La question de l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. était virtuellement posée par le début de son rapprochement avec la France, marqué par les voyages à Moscou des radicaux Herriot et Pierre Cot en 1933. Litvinov avait démenti en décembre 1933 les rumeurs en ce sens mais, en mars 1934, le gouvernement soviétique avait sondé sur ce point Londres et Paris. Le ministre Barthou avait formellement suggéré à Litvinov l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. La question allait être réglée positivement par l'admission de l'U.R.S.S. le 10 septembre suivant.

leur vide et leur hypocrisie afin de mieux mobiliser le prolétariat sur la base d'une claire compréhension des forces et antagonismes réels.

43. Dans la situation existante, *une alliance de l'U.R.S.S. avec un Etat impérialiste ou un bloc impérialiste* contre un autre, en cas de guerre, ne doit pas être considérée comme exclue. Sous la pression des circonstances, une alliance temporaire de ce type peut devenir une nécessité de fer, sans cesser pour autant, cependant, de constituer un danger grave, tant pour l'U.R.S.S. que pour la révolution mondiale.

Le prolétariat international ne refusera pas de défendre l'U.R.S.S. si cette dernière se trouve obligée de s'allier militairement à des impérialismes contre d'autres. Mais, dans ce cas, plus encore, le prolétariat international doit sauvegarder son indépendance politique totale vis-à-vis de la diplomatie soviétique, et ainsi, de même, vis-à-vis de la bureaucratie de la IIIe Internationale.

44. Demeurant le défenseur déterminé et dévoué de l'Etat ouvrier dans sa lutte contre l'impérialisme, le prolétariat international ne deviendra cependant pas un allié des alliés impérialistes de l'U.R.S.S. Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve l'allié de l'U.R.S.S. doit conserver pleinement et complètement son irréductible *hostilité au gouvernement impérialiste de son propre pays*. En ce sens, sa politique ne sera pas différente de celle d'un prolétariat dans un pays qui combat l'U.R.S.S. Seulement, dans la nature des actions pratiques, il peut apparaître, en fonction des conditions concrètes de la guerre, des différences considérables. Par exemple, il serait absurde et criminel, en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi de munitions américaines à l'U.R.S.S. Mais le prolétariat d'un pays combattant l'U.R.S.S. devrait absolument recourir à de telles actions : grèves, sabotages, etc.

45. Une opposition prolétarienne intransigeante à l'allié impérialiste de l'U.R.S.S. doit se développer d'une part sur la base d'une politique internationale de classe, de l'autre sur la base des objectifs impérialistes du gouvernement en question, le caractère traître de cette «alliance», ses spéculations à propos de la restauration du capitalisme en U.R.S.S., etc. La politique d'un parti prolétarien, dans un pays impérialiste «allié», comme dans un pays impérialiste ennemi, devrait donc être orientée vers le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et la prise du pouvoir. C'est seulement dans cette voie que pourra être réalisée une *alliance véritable avec l'U.R.S.S.*, et que le premier Etat ouvrier pourra être sauvé du désastre.

46. A l'intérieur de l'U.R.S.S., la guerre contre l'intervention impérialiste provoquera sans aucun doute une véritable explosion d'enthousiasme au combat. Toutes les contradictions et tous les antagonismes sembleront surmontés, ou, du moins, relégués au second plan. Les jeunes générations d'ouvriers et de paysans qui sont sorties de la révolution se révéleront sur le champ de bataille comme une colossale force dynamique. L'industrie centralisée, en dépit de ses lacunes et de ses défauts, révélera sa supériorité pour faire face aux besoins de la guerre. Le gouvernement de l'U.R.S.S. a sans aucun doute constitué des réserves considérables de ravitaillement qui seront suffisantes pour les débuts de la guerre.

Les états-majors des Etats impérialistes réalisent clairement qu'ils auront à affronter dans l'Armée rouge un adversaire puissant avec lequel la lutte exigera beaucoup de temps et une tension terrifiante des forces.

47. Mais, précisément, la longueur de la guerre révélera inévitablement les contradictions entre l'économie de transition de l'U.R.S.S. et sa planification bureaucratique. Les nouvelles entreprises géantes peuvent, dans bien des cas, s'avérer n'être que du capital mort. Sous l'influence des besoins aigus du gouvernement en produits de première nécessité, les tendances individualistes de l'économie paysanne se renforceront considérablement, et les forces centrifuges grandiront au fil des mois au sein des *kolkhozes*.

Le gouvernement d'une bureaucratie incontrôlée se transformera en dictature de guerre. L'absence d'un parti vivant, en tant que contrôle politique et régulateur, conduira à une accumulation extrême des contradictions. Dans l'atmosphère brûlante de la guerre, on peut s'attendre à des tournants brutaux vers des principes individualistes en agriculture et dans l'industrie artisanale, vers des essais pour attirer le capital étranger et «allié», des brèches dans le monopole du commerce extérieur, l'affaiblissement du contrôle gouvernemental sur les trusts, l'aggravation de la compétition entre eux, des conflits entre eux et les travailleurs, etc. Dans la sphère politique, ce processus peut signifier l'achèvement du bonapartisme avec les changements correspondants --ou quelques-uns d'entre eux-- dans les rapports de propriété. En d'autres termes, dans le cas d'une guerre longue, *le prolétariat mondial restant passif*, les contradictions sociales internes en U.R.S.S. non seulement peuvent conduire, mais également conduiraient à une *contre-révolution bourgeoise-bonapartiste*.

48. Les conclusions politiques qui en découlent sont évidentes :

a) Seule la révolution prolétarienne en Occident peut sauver l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier dans le cas d'une guerre prolongée.

b) La préparation d'une révolution prolétarienne dans des pays «amis», «alliés», aussi bien qu'ennemis, n'est concevable qu'avec l'indépendance complète de l'avant-garde prolétarienne mondiale vis-à-vis de la bureaucratie soviétique.

c) Le soutien inconditionnel de l'U.R.S.S. contre les armées impérialistes doit aller de pair avec la critique marxiste révolutionnaire de la guerre et de la politique diplomatique du gouvernement soviétique, et avec la formation, à l'intérieur de l'U.R.S.S., d'un parti révolutionnaire authentique de bolcheviks-léninistes.

La IIIe Internationale et la guerre

49. Ayant abandonné une ligne principielle sur la question de la guerre, la IIIe Internationale balance *entre le défaitisme et le social-patriotisme*. En Allemagne, la lutte contre le fascisme a été transformée en une concurrence de marché sur une base nationaliste¹⁷. Le mot d'ordre de «libération nationale», avancé à côté de celui de «libération sociale», déforme gravement la perspective révolutionnaire et ne laisse pas de place au défaitisme. Sur la question de la Sarre, le P.C. a commencé par une servilité obséquieuse vis-à-vis de l'idéologie du national-socialisme et ne s'en est détaché qu'à la suite d'éclatements internes¹⁸.

¹⁷ Pendant la période de montée du nazisme, la propagande communiste avait repris à son compte quelques-uns des thèmes du parti nazi, et notamment des expressions comme «révolution populaire» et «libération nationale», se livrant à une sorte de surenchère sur le terrain même des nazis.

¹⁸ Jusqu'en août 1933, le K.P.D. avait défendu le mot d'ordre du rattachement de la Sarre à l'Allemagne où les nazis étaient pourtant au pouvoir depuis janvier. En août, il avait lancé le mot d'ordre de «Sarre rouge dans une Allemagne des conseils», peu explicite quant à l'attitude à adopter lors du plébiscite prévu. Un militant de l'Opposition de gauche, Karl Gröhl, dit Karl Friedberg (né en 1896), raconte dans ses mémoires (Karl L. Trotsky

Quel mot d'ordre la section allemande de la IIIe Internationale avancera-t-elle en cas de guerre ? «La défaite de Hitler est le moindre mal»? Mais si le mot d'ordre de «libération nationale» était juste sous les «fascistes» Müller et Brüning¹⁹, comment ne pourrait-il plus l'être sous Hitler ? Ou bien les mots d'ordre nationalistes ne sont-ils bons qu'en temps de paix et non en temps de guerre ? Réellement, les épigones du léninisme ont *tout fait*, jusqu'au bout, pour s'égarer eux-mêmes et pour égarer la classe ouvrière.

50. *L'impuissance de la IIIe Internationale sur le plan révolutionnaire* est le résultat direct de cette fatale politique. Après la catastrophe allemande, l'insignifiance politique des soi-disant partis communistes s'est révélée dans tous les pays où ils avaient quelque épreuve à subir. La section française, qui s'est montrée absolument incapable de soulever même quelques dizaines de milliers d'ouvriers contre le pillage colonial en Afrique, révélera sans aucun doute avec plus d'éclat encore sa faillite à l'heure du prétendu danger national.

51. La lutte contre la guerre, impensable sans la mobilisation révolutionnaire des larges masses travailleuses des villes et des villages, exige en même temps une influence directe dans *l'armée* et la *marine*, d'une part, les *transports*, de l'autre. Mais il est impossible d'influencer les soldats sans influencer la jeunesse ouvrière et paysanne. L'influence dans le domaine des transports présuppose un solide bastion dans les syndicats. Alors que, pendant ce temps, avec l'aide de l'Internationale syndicale rouge²⁰, la IIIe Internationale a perdu toutes ses positions dans le mouvement syndical et s'est coupée de l'accès à la jeunesse travailleuse. Parler dans ces conditions de lutte contre la guerre équivaut à souffler des bulles de savon. Il ne faut se faire aucune illusion : au cas d'une attaque impérialiste contre l'U.R.S.S., la IIIe Internationale se montrera un zéro complet.

Le pacifisme «révolutionnaire» et la guerre

52. En tant que courant indépendant, le pacifisme petit-bourgeois «de gauche» part des prémisses qu'il serait possible d'assurer la paix par des moyens particuliers, spéciaux, extérieurs à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution socialiste. Par des articles et discours, les pacifistes s'efforcent d'inculquer la «haine de la guerre», soutiennent les objecteurs de conscience, prêchent boycottage et grève générale --ou plutôt le mythe de la grève générale-- contre la guerre. Les plus «révolutionnaires» des pacifistes ne sont même pas opposés parfois à parler d'insurrection contre la guerre. Mais tous en général, et chacun en particulier, n'ont aucune idée du lien indissoluble qui relie l'insurrection à la lutte de classes et à la politique du parti révolutionnaire. Pour eux, l'insurrection ne constitue qu'une menace contre la classe dirigeante, non l'affaire d'un effort lent et continu.

Exploitant l'attachement naturel des masses pour la paix et le dévoyant, les pacifistes petits-bourgeois se transforment ainsi, en définitive, en soutiens inconscients de l'impérialisme. En cas de guerre, l'écrasante majorité des «alliés» pacifistes se retrouvera dans le camp de la bourgeoisie et utilisera l'autorité que la IIIe Internationale leur a conférée par son tapage publicitaire en désorientant l'avant-garde par le patriotisme.

53. Le *congrès d'Amsterdam* contre la guerre²¹, comme le *congrès de Paris* contre le fascisme²², organisés par la IIIe Internationale, sont des exemples classiques de la substitution à la lutte de classe révolutionnaire de la politique petite-bourgeoise des manifestations, des parades tapageuses, des villages à la Potemkine²³. Au lendemain de ces protestations criardes contre la guerre *en général*, ces éléments hétéroclites artificiellement rassemblés par des manipulations de coulisses s'éparpillèrent dans toutes les directions et ne lèveront pas le petit doigt contre une guerre *donnée*.

54. La substitution au front unique prolétarien, c'est-à-dire à l'accord de combat des organisations ouvrières, d'un bloc de la bureaucratie communiste et des petits-bourgeois pacifistes --parmi lesquels, pour un confusionniste honnête, se trouvent des dizaines de carriéristes-- conduit à *un éclectisme complet dans les questions de tactique*. Les congrès Barbusse-Münzenberg²⁴ considèrent que c'est leur mérite particulier que de combiner toutes sortes de «lutte» contre la guerre : protestations humanitaires, refus individuel de servir dans l'armée, éducation de l'«opinion publique», grève générale et même insurrection. Les méthodes qui, dans la vie, sont en contradiction irréconciliable, et qui, en pratique, ne peuvent que s'opposer les unes aux autres, sont présentées comme des éléments d'un tout harmonieux. Les socialistes révolutionnaires russes²⁵ qui prêchaient une «tactique synthétique» dans la lutte contre le tsarisme --alliance avec les libéraux, terreur individuelle et lutte de masse-- étaient des gens sérieux en comparaison des inspireurs du bloc d'Amsterdam. Mais les ouvriers se souviendront que le bolchevisme fut construit dans la lutte contre l'éclectisme populiste !

Retzlaw, Spartakus, pp. 328 sq) qu'on enregistra alors plus de 800 démissions du parti en Sarre. Il prit l'initiative d'une lettre ouverte de protestation qui obligea le parti à effectuer un tournant.

¹⁹ Hermann Müller-Franken (1876-1931), dirigeant social-démocrate allemand, avait été chancelier à la tête d'un gouvernement de «grande coalition» (social-démocrates, centre catholique, partis démocrate et populaire, représentants de la grande bourgeoisie) de 1928 à mars 1930. Il avait été remplacé par Heinrich Brüning (1885-1970), ancien syndicaliste chrétien, leader du centre catholique, qui avait mené jusqu'en 1932 une politique d'austérité et de déflation. Le K.P.D. avait qualifié ces deux gouvernements de «fascistes».

²⁰ L'Internationale syndicale rouge ou *Profintern* avait été fondée en 1921 face à la fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Depuis le début de la «troisième période», elle était l'un des éléments capitaux dans la politique de l'I.C. de scission des syndicats de masse et de constitution de «syndicats rouges» généralement très minoritaires.

²¹ Le congrès d'Amsterdam contre la guerre avait eu lieu en juin 1932.

²² Le congrès de Paris contre le fascisme avait eu lieu à la salle Pleyel en juin 1933.

²³ Grigori M. Potemkine (1739-1791) était favori et ministre de l'impératrice Catherine II. En 1778, lors de la visite de l'impératrice en Crimée, il avait fait construire de faux villages pour lui donner l'impression de la prospérité.

²⁴ Le romancier pacifiste, biographe de Jésus et de Staline, Henri Barbusse (1873-1935) était la figure de proue des congrès internationaux qu'organisait pour le compte de l'I.C. l'Allemand Willy Münzenberg (1889-1940), ancien dirigeant des Jeunesses, puis du secours international et dirigeant du «trust» de la presse et du cinéma qu'on appelait de son nom. Il avait organisé les deux congrès (Amsterdam et Paris) et donné vie au «mouvement Amsterdam-Pleyel».

²⁵ Le parti socialiste révolutionnaire russe, dans la tradition et la ligne politique du populisme (*narodniki*), avait été fondé en 1902.

L. Trotsky

La petite bourgeoisie et la guerre

55. Les paysans et les couches inférieures de la population urbaine, pour qui la guerre n'est pas moins désastreuse que pour le prolétariat, peuvent se rapprocher de lui dans la lutte contre la guerre. De façon générale, c'est seulement ainsi que la guerre peut être empêchée par l'insurrection. Mais, moins encore que les ouvriers, les paysans ne se laisseront pas entraîner sur la voie de la révolution par des abstractions, des schémas tout faits et des ordres. Les épigones du léninisme, qui ont réalisé dans l'I.C. un retournement complet en 1923-1924 sous le mot d'ordre de «Vers la paysannerie», ont révélé leur complète inaptitude à attirer au drapeau du communisme non seulement les paysans, mais même les ouvriers agricoles. *L'Internationale paysanne*²⁶ a rendu l'âme discrètement, sans même avoir d'oraison funèbre. La «conquête» de la paysannerie, proclamée à si grand fracas, s'est révélée dans tous les cas éphémère, sinon imaginaire. C'est précisément dans le domaine de la politique paysanne que la faillite de la IIIe Internationale a revêtu un caractère particulièrement net, bien qu'elle ait été la conséquence inévitable de la rupture entre l'I.C. et le prolétariat.

La paysannerie ne s'engagera sur la route de la lutte révolutionnaire contre la guerre que lorsqu'elle se sera convaincue dans la pratique de la capacité des ouvriers à la diriger. La clé de la victoire se trouve donc dans les ateliers et dans les usines. Le prolétariat révolutionnaire doit devenir une force réelle avant la paysannerie, et les petites gens des villes serreront leurs rangs autour de lui.

56. La petite bourgeoisie des villes et des villages n'est pas homogène. Le prolétariat ne peut attirer à lui que *ses couches inférieures* : les paysans les plus pauvres, les semi-prolétaires, les fonctionnaires subalternes, les colporteurs, le peuple opprimé et dispersé qui est privé, de par ses conditions d'existence, de la possibilité de mener une lutte indépendante. Sur cette large couche de la petite bourgeoisie s'élèvent des dirigeants qui tendent vers la bourgeoisie grande et moyenne et deviennent des carriéristes politiques de type démocratique et pacifiste, ou fasciste. Quand ils sont dans l'opposition, ces messieurs ont recours à la démagogie la plus débridée, parce qu'elle est le plus sûr moyen de se faire payer à leur plus juste prix par la grande bourgeoisie.

La crise de la IIIe Internationale consiste en ce qu'elle a substitué à la lutte pour l'influence révolutionnaire sur la petite bourgeoisie véritable, c'est-à-dire *ses masses plébéiennes*, des blocs spectaculaires avec ses dirigeants faussement pacifistes. Au lieu de les discréditer, elle les renforce par le prestige de la révolution d'Octobre, et fait des couches inférieures opprimées de la petite bourgeoisie les victimes politiques de leurs dirigeants traîtres.

57. La voie révolutionnaire vers la paysannerie passe par la classe ouvrière. Pour gagner la confiance du village, il faut que les ouvriers avancés eux-mêmes reprennent confiance dans le drapeau de la révolution prolétarienne. Ce ne peut être obtenu que par une politique juste de façon générale, une politique juste contre la guerre, en particulier.

«Défaitisme» et guerre impérialiste

58. Dans les cas où il s'agit d'un conflit entre pays capitalistes, le prolétariat de l'un quelconque de ces pays refuse catégoriquement de sacrifier ses intérêts historiques, lesquels, en dernière analyse, coïncident avec ceux de la nation et de l'humanité, pour le compte de la victoire militaire de la bourgeoisie. La formule de Lénine selon laquelle «la défaite est le moindre mal» ne signifie pas que la défaite d'un pays donné est un moindre mal que celle du pays ennemi, mais qu'une défaite militaire résultant du développement du mouvement révolutionnaire est infiniment plus bénéfique pour le prolétariat et le peuple tout entier qu'une victoire militaire assurée par la «paix civile»²⁷. Karl Liebknecht a donné une formule, qui n'a pas été dépassée, de la politique prolétarienne en temps de guerre : «*L'ennemi est dans notre propre pays*»²⁸. La révolution prolétarienne victorieuse non seulement guérira les plaies causées par la défaite, mais créera également la garantie ultime contre les guerres et les défaites à venir. Cette attitude dialectique à l'égard de la guerre est l'élément le plus important de la formation révolutionnaire, et donc, également, de la lutte contre la guerre.

59. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile constitue la tâche stratégique générale à laquelle devrait être subordonné l'ensemble du travail d'un parti prolétarien pendant la guerre. Les conséquences de la guerre franco-prussienne de 1870-71, aussi bien que celles de la boucherie impérialiste de 14-18 (Commune de Paris, révolution de février et d'Octobre en Russie, révolutions en Allemagne et Autriche-Hongrie, insurrection dans plusieurs pays en guerre), attestent de façon irréfutable qu'une guerre moderne entre des nations capitalistes porte en elle une guerre de classes à l'intérieur de chaque nation et que la tâche d'un parti révolutionnaire consiste à préparer dans le cours de cette dernière guerre la victoire du prolétariat.

60. L'expérience des années 1914-1918 démontre en même temps que le mot d'ordre de paix n'est nullement en contradiction avec la formule stratégique du «défaitisme». Au contraire, il développe une terrible force révolutionnaire, surtout dans le cas d'une guerre prolongée. Le mot d'ordre de paix n'a un caractère pacifiste, c'est-à-dire semi-rampant, engourdissant, débilisant, que lorsque ce sont des politiciens, démocrates et autres, qui jouent avec, quand les prêtres font des prières pour une fin rapide de la boucherie, quand les «amoureux de l'humanité», et parmi eux également des social-patriotes, adjurent en pleurant les gouvernements de conclure rapidement la paix sur la «base de la justice». Mais le mot d'ordre de paix n'a rien de commun avec le pacifisme quand il émane des quartiers ouvriers et des tranchées où il se mêle à celui de la fraternisation entre soldats des armées ennemies, unissant les opprimés contre les oppresseurs. La lutte révolutionnaire pour la paix, prenant des formes toujours plus larges et plus courageuses, est le plus sûr moyen de «transformer la guerre impérialiste en guerre civile».

²⁶ L'Internationale paysanne, ou *Krestintern*, avait été fondée en octobre 1923. Elle avait remporté un succès en juin 1924 avec l'adhésion du parti paysan croate de Stefan Radic et disparu sans phrases dès 1925.

²⁷ La formule de la «paix civile» avait été adoptée comme synonyme de «trêve politique et sociale» dans l'«union sacrée» avec l'entrée en guerre de l'Allemagne en août 1914 par le parti social-démocrate et les syndicats.

²⁸ Karl Liebknecht, (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, Wilhelm Liebknecht, avocat, ancien dirigeant des jeunesses et député au Reichstag, après s'être incliné par discipline devant la politique d'union sacrée en août 1914 en votant les crédits de guerre, avait décidé de violer cette discipline et de voter contre ces crédits en décembre de la même année. Cette initiative avait ouvert à long terme la perspective de la scission du parti social-démocrate : Liebknecht avait été en janvier 1919 l'un des pères du jeune parti communiste. Organisateur des jeunesses et de l'action antimilitariste, il était un des symboles du courant révolutionnaire dans le parti avant 1914 et fut avec Rosa Luxemburg l'un des organisateurs de l'opposition à la guerre et à l'union sacrée dès août 1914. C'est en mai 1915 qu'il avait rédigé le tract célèbre dont le titre était : «Der Hauptfeind steht im eigenen Land» (L'ennemi principal est dans notre propre pays).

La guerre, le fascisme et l'armement du prolétariat

61. La guerre a besoin de la «paix civile». Dans les conditions actuelles, la bourgeoisie ne peut l'obtenir qu'au moyen du fascisme. De sorte que le fascisme est devenu le facteur politique le plus important de la guerre. La lutte contre la guerre suppose la lutte contre le fascisme. Tout programme révolutionnaire de lutte contre la guerre («défaitisme», «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile», etc.) devient une phrase creuse si l'avant-garde prolétarienne se montre incapable de repousser victorieusement le fascisme.

Exiger de l'Etat bourgeois *le désarmement des bandes fascistes*, comme le font les stalinien, signifie s'engager sur la même voie que la social-démocratie allemande et l'austro-marxisme²⁹. C'étaient précisément Wels et Otto Bauer qui exigeaient de l'Etat qu'il désarme les nazis et garantisse ainsi la paix intérieure. Le gouvernement «démocratique» peut, il est vrai --quand il y a avantage--, désarmer des groupes fascistes isolés, mais seulement afin de pouvoir, avec une rigueur d'autant plus grande, désarmer les ouvriers et les empêcher de s'armer. Demain, même, l'Etat bourgeois donnera aux fascistes, hier désarmés, la possibilité de s'armer deux fois plus, et de tourner leurs armes contre le prolétariat désarmé. S'adresser à l'Etat, c'est-à-dire au capital, et exiger de lui qu'il désarme les fascistes, c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démoréaliser sa volonté.

62. La politique révolutionnaire juste consiste, en partant du fait de l'armement des bandes fascistes, à créer, dans un but d'autodéfense, des *détachements ouvriers armés*, et à appeler inlassablement les ouvriers à s'armer. C'est là que réside le centre de gravité de toute la situation politique actuelle. Les social-démocrates, même les plus à gauche, c'est-à-dire ceux qui sont prêts à répéter les lieux communs sur la révolution et la dictature du prolétariat, ou bien éludent soigneusement la question de l'armement des ouvriers, ou bien déclarent carrément que cette tâche est «chimérique», «aventuriste», «romantique», etc. Ils proposent, au lieu (!) de l'armement du prolétariat, la propagande parmi les soldats, propagande qu'ils ne mènent pas en réalité et qu'ils sont incapables de mener. L'appel creux au travail dans l'armée n'est nécessaire aux opportunistes que pour enterrer la question de l'armement des ouvriers.

63. *La lutte pour l'armée* est incontestablement la partie la plus importante de la lutte pour le pouvoir. Un travail constant, au prix de gros sacrifices, parmi les soldats, est le devoir révolutionnaire de tout parti authentiquement prolétarien. Il ne peut être réalisé avec la certitude du succès que si la politique générale du parti est juste, en particulier et surtout dans la jeunesse. Le programme agraire du parti, et, de façon générale, le système des revendications de transition touchant les intérêts fondamentaux des masses petites-bourgeoises et leur offrant une perspective de salut, a une importance énorme pour le succès du travail dans l'armée de ceux des pays qui ont une population paysanne importante.

64. Il serait pourtant puéril de penser qu'on peut, par la seule propagande, conquérir toute l'armée et, par là, rendre de façon générale la révolution inutile. L'armée est hétéroclite, et ses éléments disparates sont soudés les uns aux autres dans le cercle de fer de la discipline. La propagande peut constituer dans l'armée des cellules révolutionnaires, préparer chez les soldats un état d'esprit sympathisant. Donner davantage, la propagande et l'agitation ne le peuvent pas. Compter sur l'armée pour qu'elle défende, de sa propre initiative, les organisations ouvrières contre le fascisme, c'est remplacer les rudes leçons de l'histoire par de douces illusions. L'armée, dans sa partie décisive, ne peut passer du côté du prolétariat pendant la révolution que si le prolétariat lui-même fait preuve en face de l'armée, de sa *disposition réelle et de sa capacité à lutter pour le pouvoir* jusqu'à la dernière goutte de son sang. Une telle lutte suppose nécessairement l'armement du prolétariat.

65. Le but de la bourgeoisie est d'empêcher le prolétariat de conquérir l'armée. Le fascisme accomplit cette tâche, non sans succès, au moyen de ses détachements armés. *La tâche immédiate du prolétariat*, celle qui est à l'ordre du jour, consiste à défendre ses organisations contre les bandes fascistes. Celui qui soutient que les ouvriers n'ont pas de possibilités de s'armer, proclame par là même qu'ils sont sans défense contre le fascisme. Il est inutile alors de parler du socialisme, de la révolution prolétarienne, de la lutte contre la guerre. Il faut déchirer alors le programme communiste, et mettre une croix sur le marxisme.

66. Ce n'est pas un révolutionnaire, mais un parasite impuissant, qui capitulera demain devant le fascisme et la guerre, celui qui peut passer sous silence la tâche de l'armement des ouvriers. La tâche de l'armement en elle-même, comme en témoigne l'histoire, est parfaitement soluble. Si les ouvriers ont vraiment compris qu'il y va de leur vie, ils trouveront des armes. Leur expliquer la situation politique sans rien leur cacher, sans rien atténuer, en bannissant tout mensonge consolant, est le premier devoir du Parti révolutionnaire. Comment se défendre en effet contre un ennemi mortel, si l'on n'oppose pas à chaque couteau fasciste deux couteaux, et à chaque revolver deux revolvers ? Il n'existe pas et il ne peut pas exister d'autre réponse.

67. Où prendre les armes ? D'abord aux fascistes eux-mêmes. *Le désarmement des fascistes* est un mot d'ordre honteux lorsqu'il s'adresse à la police bourgeoise, mais un mot d'ordre excellent quand il s'adresse aux ouvriers révolutionnaires. Mais les arsenaux fascistes ne sont pas l'unique source. Le prolétariat a, pour s'armer, des centaines et des milliers de canaux. Car il ne faut pas oublier que ce sont précisément les ouvriers --et eux seuls-- qui produisent de leurs propres mains tous les types d'armes. Il faut seulement que l'avant-garde prolétarienne comprenne clairement qu'on ne peut pas se soustraire à la tâche de l'autodéfense. Un parti révolutionnaire doit prendre l'initiative d'armer des détachements de combat ouvriers. Et, pour cela, il doit d'abord s'épurer lui-même de toute espèce de scepticisme, d'indécision et de raisonnement pacifiste dans les questions de l'armement des ouvriers.

68. Le mot d'ordre de la *milice ouvrière*, ou de détachements d'autodéfense, n'a une signification révolutionnaire qu'autant qu'il s'agit d'une milice armée. Autrement la milice se réduirait aux spectacles, aux parades, et par conséquent ne serait qu'un leurre. Il va de soi que l'armement sera au début très primitif. Les premiers détachements ouvriers d'autodéfense ne disposeront ni d'obusiers, ni de tanks, ni d'avions. Pourtant, le 6 février, à Paris, au coeur d'une grande puissance militaire, des bandes armées de revolvers et de lames de rasoir fixées sur des cannes ont failli s'emparer du Palais-Bourbon et ont provoqué la chute du gouvernement³⁰. Demain, des bandes semblables peuvent saccager les rédactions des journaux ouvriers ou les locaux des

²⁹ Les partis social-démocrates d'Autriche et d'Allemagne avaient tous deux défendu la ligne de l'appel aux autorités de l'Etat contre l'action des bandes armées fascistes, et avaient l'un et l'autre été abattus par la conjonction de ces bandes et de l'Etat.

³⁰ Dans la soirée du 6 février 1934, c'est place de la Concorde à Paris, en face du Palais-Bourbon, que s'étaient produits les accrochages les plus sévères entre forces de l'ordre et manifestants rassemblés à l'appel de l'extrême droite --les «ligues»-- et des organisations d'anciens combattants, y compris l'A.R.A.C., dirigée par le P.C.

syndicats. La force du prolétariat réside dans son nombre. Même l'arme la plus primitive, dans les mains des masses, peut accomplir des miracles. Dans des conditions favorables, elle peut ouvrir la voie à des armes plus perfectionnées.

69. Le mot d'ordre d'un *front unique* dégénère en phrases centristes quand il n'est pas, dans les conditions actuelles, complété par une propagande et une application pratique des méthodes définies de lutte contre le fascisme. Le front unique est nécessaire d'abord pour la création de comités locaux de défense. On a besoin du comité de défense pour construire et unifier les détachements de milice ouvrière. Ces détachements doivent, dès le début, chercher et trouver des armes. Des détachements d'autodéfense ne constituent qu'une étape dans la question de l'armement du prolétariat. De façon générale, la révolution ne connaît pas d'autre voie.

La politique révolutionnaire contre la guerre

70. La première condition du succès, c'est *l'éducation des cadres du parti* dans une juste compréhension de toutes les conditions de la guerre impérialiste et de tous les processus politiques qui l'accompagnent. Malheur au parti qui, dans cette question brûlante, se borne à des phrases générales et à des mots d'ordre abstraits ! Les événements sanglants l'abatront complètement et l'écraseront.

71. Pour un parti révolutionnaire, *le moment même de la déclaration de guerre* est particulièrement critique. La presse bourgeoise et social-patriote, unie à la radio et au cinéma, déversera sur les travailleurs des torrents de poison chauvin. Même le parti le plus révolutionnaire et le mieux trempé ne pourra pas, à ce moment-là, résister tout entier. L'histoire actuelle, falsifiée de bout en bout, du parti bolchevique ne sert pas à préparer réellement les ouvriers à cette épreuve, mais à les endormir par un schéma idéal et fictif. Bien qu'aucun effort d'imagination n'ait pu faire prendre la Russie tsariste pour une démocratie, une nation civilisatrice ou un pays sur la défensive, la fraction bolchevique de la Douma, avec la fraction menchevique, lança au début de la guerre une déclaration social-patriotique teintée d'un internationalisme pacifiste à l'eau de rose. Il est vrai qu'elle prit, peu après, une position plus révolutionnaire, mais, lors de son procès, tous les députés accusés, y compris leur inspirateur sur le plan théorique, Kamenev, à l'exception du seul Mouranov³¹ se délimitèrent nettement de la théorie défaitiste de Lénine. Au début, le travail illégal du parti cessa presque totalement. Ce n'est que petit à petit que l'on commença à diffuser des tracts révolutionnaires qui regroupèrent les ouvriers sous le drapeau de l'internationalisme sans toutefois lancer de mots d'ordre défaitistes.

Les deux premières années de la guerre sapèrent vigoureusement le patriotisme des masses et poussèrent le parti à gauche. Mais la révolution de février, qui avait fait de la Russie une «démocratie», donna naissance à une nouvelle et puissante vague de patriotisme «révolutionnaire». L'écrasante majorité des dirigeants du parti bolchevique n'y résistèrent pas à l'époque. En mars 1917, Staline et Kamenev donnèrent à l'organe central du parti une orientation social-patriote³². Sur cette base se réalisèrent un rapprochement, et, dans la majorité des villes, même une fusion des organisations mencheviques et bolcheviques³³. Il fallut les protestations des révolutionnaires les plus fermes, surtout dans les quartiers avancés de Petrograd, et l'arrivée de Lénine, ainsi que sa lutte implacable contre le social-patriotisme, pour que le parti mène en avant son front internationaliste³⁴. C'est ainsi que les choses se sont passées avec le parti révolutionnaire le meilleur, le plus révolutionnaire et le mieux trempé !

72. L'étude de l'expérience historique du bolchevisme a une importance inestimable pour l'éducation de l'avant-garde ouvrière: elle leur montre la force terrifiante de l'opinion publique bourgeoise qu'ils auront à surmonter, et leur enseigne en même temps à ne pas se décourager, à ne pas déposer les armes, à ne pas perdre courage en dépit d'un isolement total au début de la guerre.

Il faut étudier non moins soigneusement la lutte des regroupements politiques à l'intérieur du prolétariat dans les autres pays, aussi bien belligérants que neutres. L'expérience de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en Allemagne a une signification particulière dans la mesure où les événements y suivirent un cours différent de celui de la Russie, mais menèrent en dernière analyse à la même conclusion : *il faut apprendre à aller à contre-courant*³⁵.

73. Il faut suivre de près *la préparation patriotique de chair à canon* en train de s'effectuer : les feintes diplomatiques qui visent à rejeter la responsabilité sur l'autre camp, les formules traîtresses des social-patriotes avoués ou masqués en train de se préparer un pont pour passer du pacifisme au militarisme, les mots d'ordre creux des dirigeants «communistes» qui seront aussi éperdus le premier jour de la guerre que l'étaient les «dirigeants» allemands la nuit de l'incendie du Reichstag³⁶.

74. Il faut réunir avec soin les coupures les plus caractéristiques des articles et discours officiels du gouvernement et de l'Opposition, les comparer à l'expérience de la première guerre mondiale, prévoir la direction que va prendre le travail pour abuser le peuple, renforcer ensuite ces prédictions en accumulant les faits, enseigner à l'avant-garde prolétarienne à *s'orienter elle-même de façon indépendante* pour n'être pas surprise.

75. Une agitation renforcée contre l'impérialisme et le militarisme ne doit pas partir de formules abstraites, mais de faits concrets, qui frappent les masses. Il faut dénoncer sans relâche le budget militaire public, mais aussi *les formes masquées du militarisme*, sans jamais laisser passer sans protester les manoeuvres, les fournitures militaires, les commandes, etc.

³¹ Matvei K. Mouranov (1873-1959), bolchevik depuis 1903, était en 1914 député à la Douma. Lev B. Rosenfeld, dit Kamenev (1883-1936), militant depuis 1901, beau-frère de Trotsky, dirigeait, en 1914, la fraction parlementaire et la Pravda.

³² Le 15 mars 1917, la *Pravda*, qui venait d'être reprise en main par Staline et Kamenev, de retour de déportation, écrivait : «Tout "défaitisme", ou, plus exactement, ce qu'une presse peu délicate, sous la surveillance de la censure tsariste, stigmatisait de ce nom, est mort au moment où, dans les rues de Petrograd, s'est montré le premier régiment révolutionnaire.»

³³ Dans son *Staline*, Trotsky cite l'intervention de Staline à la conférence du parti bolchevique en mars 1917 pour la réunification formelle entre bolcheviks et mencheviks.

³⁴ Allusion à la dure bataille politique livrée par Lénine pour faire adopter dans le parti ses fameuses thèses d'avril, qui allaient précisément contre la ligne menée sous l'impulsion de Staline et Kamenev.

³⁵ C'est l'opposition de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht qui fut le premier signe de la résistance à l'union sacrée et rassembla les premiers éléments qui devaient aboutir, quatre années et demie plus tard, à la naissance du parti communiste d'Allemagne.

³⁶ L'incendie du Reichstag, dans la nuit du 26 au 27 février 1933, avait vraisemblablement été allumé par les nazis eux-mêmes. On sait qu'il servit de prétexte à la mise hors la loi du K.P.D. auquel le gouvernement l'attribua aussitôt, prétendant qu'il s'agissait d'un signal... pour le soulèvement armé ! Les récits des réfugiés communistes confirmaient tous le profond désarroi des dirigeants du parti communiste au cours de cette nuit historique, et leur impuissance devant le sort prévisible qu'ils n'avaient pas prévu et qui les frappait pourtant.

76. Pour gagner la confiance de *la jeunesse*, il faut non seulement déclarer une guerre à mort à la social-démocratie moralement corruptrice et à la misérable bureaucratie de la IIIe Internationale, mais aussi créer réellement une organisation internationale basée sur la pensée critique et l'initiative révolutionnaire (comités de défense contre le fascisme, détachements de combattants rouges, milice ouvrière, lutte pour l'armement du prolétariat).

77. Pour conquérir des positions révolutionnaires dans les *syndicats* et autres organisations de masse, il faut rompre sans merci avec l'ultimatisme bureaucratique, prendre les travailleurs là où ils sont et comme ils sont, et les conduire en avant, des tâches partielles aux tâches générales, de la défense à l'attaque, des préjugés patriotiques au renversement de l'Etat bourgeois.

Puisque les directions de la bureaucratie syndicale dans la majorité des pays constituent essentiellement une fraction officieuse de la police capitaliste, un révolutionnaire doit savoir les combattre de façon irréconciliable, en combinant l'activité légale et illégale, le courage du combattant et la prudence du conspirateur.

C'est seulement par la combinaison de ces méthodes que nous pouvons réussir à gagner la classe ouvrière, et, en premier lieu, la jeunesse, au drapeau révolutionnaire, nous frayer un chemin vers les casernes capitalistes et soulever tous les opprimés.

78. La lutte contre la guerre ne peut prendre un caractère authentiquement large, de masse, que si les ouvrières et les paysannes y prennent part. La dégénérescence bourgeoise de la social-démocratie comme la détérioration bureaucratique de la IIIe Internationale ont porté le coup le plus dur aux couches les plus opprimées et privées de leurs droits du prolétariat, c'est-à-dire avant tout les femmes travailleuses. Les éveiller, gagner leur confiance, leur montrer la véritable route, signifie mobiliser contre l'impérialisme les passions révolutionnaires de la fraction de l'humanité la plus foulée aux pieds.

Le travail antimilitariste parmi les femmes doit en particulier assurer le remplacement des hommes mobilisés par des femmes travailleuses révolutionnaires auxquelles reviendra inévitablement, en cas de guerre, une grande partie du travail du parti et du syndicat.

79. Si le prolétariat se révèle impuissant à empêcher la guerre au moyen de la révolution --et elle est l'unique moyen d'empêcher la guerre--, les travailleurs, avec le peuple entier, devront participer à l'armée et à la guerre. Les mots d'ordre individualistes et anarchistes d'objection de conscience, résistance passive, désertion, sabotage, sont radicalement opposés aux méthodes de la révolution prolétarienne. Mais, de même que, dans les usines, l'ouvrier avancé se sent un esclave du capital et se prépare à sa libération, de même, dans l'armée capitaliste, il a conscience d'être l'esclave de l'impérialisme. Contraint aujourd'hui de donner ses muscles, voire sa vie, il ne donne pas sa conscience révolutionnaire. Il demeure un combattant, apprend à manier les armes, explique, même dans les tranchées, la signification de classe de la guerre, regroupe autour de lui les mécontents, les réunit dans des cellules, transmet les idées et les mots d'ordre du parti, suit attentivement les changements d'état d'esprit des masses, le reflux de la vague patriotique, la montée de l'indignation et, au moment critique, appelle les soldats à soutenir les ouvriers.

La IVe Internationale et la guerre

80. La lutte contre la guerre présuppose un instrument révolutionnaire de lutte, c'est-à-dire un parti. Il n'en existe pas, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale. Un parti révolutionnaire doit être construit sur la base de toute l'expérience du passé, y compris celles de la IIe et de la IIIe Internationales. Renoncer à une lutte ouverte et directe pour la nouvelle Internationale signifie soutenir, consciemment ou non, les deux Internationales existantes, dont l'une soutiendra la guerre, l'autre n'étant capable que de désorganiser et d'affaiblir l'avant-garde prolétarienne.

81. Il est vrai qu'un bon nombre de révolutionnaires honnêtes restent dans les rangs des prétendus partis communistes. Leur attachement persistant à la IIIe Internationale doit, dans de nombreux cas, être expliqué par une dévotion révolutionnaire fourvoyée. Ils ne peuvent être attirés vers le drapeau de la IVe Internationale par des concessions, en s'adaptant aux préjugés qu'on leur a inoculés, mais au contraire en démasquant systématiquement le rôle fatal du stalinisme (centrisme bureaucratique) sur le plan international. Aussi faut-il poser les questions de la guerre avec une clarté et une intransigeance particulières.

82. En même temps, il faut suivre attentivement la lutte interne dans le camp réformiste et attirer à temps les groupes socialistes de gauche, qui se développent vers la révolution, vers une lutte contre la guerre³⁷. Le meilleur critère des tendances d'une organisation donnée est son attitude pratique, dans l'action, vis-à-vis de la défense nationale et des colonies, surtout quand la bourgeoisie du pays en question possède des esclaves coloniaux. Seule une rupture authentique et complète avec l'opinion publique officielle sur la question la plus brûlante de la «défense de la patrie» signifie un tournant, ou du moins le début d'un tournant, de positions bourgeoises vers des positions prolétariennes. Il faut aborder les organisations de gauche de ce type avec une critique amicale de toutes les indécisions dans leur politique et l'élaboration en commun de toutes les questions théoriques et pratiques concernant la guerre.

83. Il ne manque pas dans le mouvement ouvrier de politiciens pour reconnaître, au moins en paroles, la faillite de la IIe et de la IIIe Internationales, mais pour considérer en même temps que «ce n'est pas le "moment" de commencer la construction d'une nouvelle Internationale»³⁸. Une telle position est caractéristique non d'un marxiste révolutionnaire, mais d'un stalinien déçu ou d'un réformiste désappointé. La lutte révolutionnaire ne souffre pas d'interruption. Les conditions peuvent parfaitement ne pas lui être favorables aujourd'hui, mais un révolutionnaire qui ne peut pas nager contre le courant n'est pas un révolutionnaire. Dire que ce n'est pas «le moment» de construire une nouvelle Internationale revient à déclarer que ce n'est pas le moment de la lutte des classes, et, en particulier, de la lutte contre la guerre. A l'époque actuelle, la politique prolétarienne ne peut pas ne pas se fixer des tâches internationales. Les tâches internationales ne peuvent qu'exiger que soient soudés ensemble des cadres internationaux. Ce travail ne saurait être différé, même d'un seul jour, sans capituler devant l'impérialisme.

84. Bien sûr, personne ne peut exactement prévoir quand la guerre éclatera, ni à quelle étape se trouvera alors la construction des nouveaux partis et de la nouvelle Internationale. Nous devons faire tout notre possible pour que les préparatifs pour la révolution prolétarienne avancent plus vite que ceux d'une nouvelle guerre. Il est très possible cependant que, cette fois aussi,

³⁷ La décision de l'Opposition de gauche internationale de ne plus se considérer comme une «fraction» de l'I.C. s'était accompagnée en juillet 1933 d'un tournant vers les «organisations socialistes de gauche», dont deux, le S.A.P. et l'O.S.P., avaient signé la déclaration des quatre.

³⁸ C'étaient là ce que disaient précisément les dirigeants de l'O.S.P. et du S.A.P. qui, après avoir signé en août 1933 la déclaration des quatre, avaient ensuite refusé de s'avancer plus loin dans la voie de la construction de la nouvelle Internationale.

l'impérialisme prenne de vitesse la révolution. Mais même une telle route, qui laisse prévoir des sacrifices et d'immenses souffrances, ne nous relève en aucun cas de notre devoir de *construire la nouvelle Internationale tout de suite*. La transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne ira d'autant plus vite que nos préparatifs seront plus avancés et nos cadres révolutionnaires plus fermes au début de la guerre, qu'ils auront mené de façon plus systématique leur travail dans tous les pays belligérants, et qu'ils baseront plus fermement leur action sur des principes stratégiques corrects de tactique et d'organisation.

Au premier coup, la guerre impérialiste brisera les reins décrépits de la IIe Internationale et fera voler en pièces ses sections nationales. Elle révélera totalement le vide et l'impuissance de la IIIe Internationale. Mais elle n'épargnera pas non plus tous ces groupes centristes indécis qui esquivent le problème de l'Internationale, cherchent des racines purement nationales, ne mènent aucune question jusqu'à sa conclusion, manquent de perspectives et se nourrissent temporairement de l'agitation et de la confusion de la classe ouvrière.

Même si, au début d'une nouvelle guerre, les révolutionnaires authentiques devaient se retrouver en minorité infime, nous ne pouvons un seul instant douter que, cette fois, le passage des masses sur le chemin de la révolution se produirait plus rapidement, de façon plus décisive et plus acharnée, que pendant la première guerre impérialiste. Une nouvelle vague d'insurrections peut et doit vaincre dans tout le monde capitaliste.

Il est en tout cas indiscutable qu'à notre époque seule l'organisation qui se fonde sur des principes internationaux et entre dans les rangs du parti mondial du prolétariat peut plonger ses racines dans le sol national. *La lutte contre la guerre signifie maintenant la lutte pour la IVe Internationale !*³⁹

³⁹ Selon le témoignage de Bauer et de Leonetti, la dernière partie de ce texte avait fait l'objet d'une âpre polémique dont nous n'avons pas retrouvé de trace écrite directe. Bauer reprochait à Trotsky de prendre trop de distance vis-à-vis de la position du «défaitisme révolutionnaire», au nom de la «défense de l'U.R.S.S.». Selon Bauer et Leonetti, Trotsky aurait finalement fait les concessions nécessaires. On rencontre un écho de ce débat dans une lettre de Bauer qui a été retrouvée dans les archives d'Abern (Bibliothèque d'Histoire sociale, New York) et qui date de septembre 1934.